

Perspectives économiques 2013¹

Service d'analyse économique de l'IRES

A la lueur des développements économiques les plus récents, la conjoncture économique belge suscite à nouveau de fortes inquiétudes. L'activité en volume a en effet stagné au 3^e trimestre 2012 après avoir fortement reculé au 2^e trimestre, l'emploi a de nouveau diminué au 3^e trimestre, pour la 3^e fois consécutive, le chômage continue à augmenter, le climat des affaires demeure affaibli et la confiance des ménages a sombré à un niveau proche de celui auquel elle était tombée lors de la crise économique et financière de 2008-2009. Au plan international, la conjoncture économique demeure fortement déprimée dans la zone euro, la croissance reste modeste aux Etats-Unis et elle est moins soutenue que par le passé dans les pays émergents.

Dans ce contexte globalement morose, il est probable que la croissance économique en Belgique aura à nouveau reculé au dernier trimestre 2012 et qu'elle restera faible durant la première moitié de 2013. Dans notre analyse d'octobre dernier, nous prévoyions une reprise progressive de l'activité en 2013 en comptant sur un rétablissement progressif de la confiance des ménages et des entreprises. Nous confirmons cette prédiction mais nous estimons cependant à présent que la reprise débutera plus tard que ce que nous pressentions il y a 3 mois. C'est la raison pour laquelle notre prévision de croissance pour 2013 a été ramenée à 0,3 % alors que nous l'avions fixée à 0,8 % il y a 3 mois.

Crise de confiance à l'échelle mondiale

L'année 2012 fut marquée par un nouveau ralentissement de la conjoncture économique mondiale. L'espoir d'une reprise de l'activité, alimenté par un début d'année positif, a en effet rapidement été anéanti par un revirement de la confiance des principaux acteurs économiques dès le mois de mars. Ce phénomène fut très marqué dans la zone euro, mais il fut également observé aux États-Unis et dans plusieurs pays émergents dont la Chine. Les craintes d'une déstabilisation du système financier mondial, alimentées entre autre par l'absence de résolution définitive de la crise de la dette souveraine en zone euro, ont pesé sur le moral des ménages et des entreprises tout au long des 2^e et 3^e trimestres de l'année écoulée. La confiance dans la solidité du système financier européen et mondial ne fut restaurée progressivement qu'après l'annonce de nouvelles mesures non conventionnelles de politique monétaire par la Banque centrale européenne (BCE) et la Réserve fédérale américaine (FED) en septembre 2012².

¹ Le contenu de cet article résume l'étude de conjoncture publiée par le Service d'analyse économique de l'IRES dans le numéro de janvier 2013 de *Analyses économiques et prévisions*. Des renseignements sur cette étude peuvent être obtenus sur <http://www.uclouvain.be/3908.html>

² La BCE a annoncé en septembre la mise en place d'un programme, intitulé «*Outright Monetary Transactions*», qui lui permet l'achat illimité, sur le marché secondaire, de titres d'obligations émis par des pays de la zone euro. Ce programme n'est lancé que si le pays en question demande le soutien du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). La FED a relancé en septembre un programme de rachat de titres hypothécaires pour une valeur mensuelle de 40 milliards \$. Par ailleurs, elle a déclaré en décembre qu'elle maintiendrait une politique monétaire accommodante tant que le taux de chômage ne serait pas redescendu à 6,5 % (de la population active).

ENCADRÉ 1

**Résumé des
prévisions pour la
Belgique**

- En recul de 0,2 % en 2012, le PIB belge en volume augmenterait de seulement 0,3 % en 2013.
- Après une contraction prévue de 16.600 unités en 2012, l'emploi diminuerait encore de 3.600 unités en 2013.
- En hausse de 21.700 unités en 2012, le nombre de chômeurs augmenterait de 39.500 unités en 2013.
- De 2,8 % en 2012, l'inflation des prix à la consommation redescendrait à 1,5 % en 2013.
- En tenant compte des mesures budgétaires décidées par le gouvernement, le déficit budgétaire des administrations publiques diminuerait à 2,5 % du PIB en 2013.

... Crise de confiance à l'échelle mondiale

Au cours du 3^e trimestre 2012, l'activité économique et la production industrielle ont légèrement progressé dans les pays émergents alors qu'elles se sont de nouveau contractées dans les pays les plus avancés. Ainsi, après deux trimestres consécutifs de baisse de l'activité, la zone euro s'installe en récession technique. Signe de la faible conjoncture en Europe, la croissance s'est ralentie en Allemagne où la création nette d'emplois a d'ailleurs été au 3^e trimestre la plus faible depuis la fin 2009. De façon générale, la demande intérieure reste léthargique dans la zone euro, avec un marché de l'emploi déprimé et un chômage en constante hausse. Aux États-Unis, le PIB a progressé légèrement au 3^e trimestre de 2012, mais une grande partie de la croissance provient d'une contribution importante des stocks, les autres composantes de la demande intérieure restant très fragiles. Malgré une expansion continue de l'activité dans les pays émergents, le rythme de croissance souffre de la faiblesse de la demande extérieure due à la conjoncture morose dans le reste du monde.

Les mesures non conventionnelles de politique monétaire mises en place au début septembre par la BCE et la FED ont apporté une certaine accalmie sur les marchés financiers et une détente des taux d'intérêts sur les emprunts publics européens. Néanmoins, ces mesures n'ont jusqu'ici pas entraîné de rebond marqué de la confiance des acteurs de la sphère réelle de l'économie. La confiance a globalement cessé de se dégrader mais, n'ayant pas progressé, elle reste dramatiquement faible dans de nombreux pays avancés. Dans la zone euro, les indices PMI des directeurs d'achats se maintiennent en deçà du seuil critique de 50 dans plusieurs grands pays, confirmant que la récession persiste dans la zone monétaire européenne. Aux États-Unis et dans plusieurs pays émergents, ces mêmes indices se redressent depuis septembre mais ils ne sont généralement que légèrement supérieurs au seuil critique de 50³.

L'économie mondiale est donc en proie depuis plusieurs mois à une crise de confiance qui apparaît toujours sévère en ce début d'année. Dès lors, l'activité économique mondiale n'a probablement que peu évolué au cours du dernier trimestre 2012 et elle devrait connaître une évolution timide en début 2013. Alors qu'un raffermissement marqué et généralisé de la confiance des ménages et des entrepreneurs nous semble primordial pour permettre à l'activité économique mondiale de reprendre, il est actuellement difficile de savoir combien de temps encore cette crise de confiance perdurera. Nous estimons néanmoins que l'activité économique mondiale devrait se raffermir progressivement courant 2013.

³ Les indicateurs PMI sont construits d'une manière telle que le niveau 50 correspond au seuil critique entre la zone d'expansion (>50) et la zone de contraction économique (<50).

... Crise de confiance à l'échelle mondiale

Nous pensons en effet que l'accord budgétaire finalement conclu fin décembre aux Etats-Unis devrait contribuer à une amélioration des anticipations. Celle-ci pourrait gagner en importance si les signes récents de renforcement de la croissance en Chine et aux Etats-Unis sont confirmés au cours des prochains mois, de même que si les responsables politiques européens arrivent à trouver un accord sur le contenu de différentes mesures qui doivent compléter le dispositif de gestion de la crise de la dette souveraine. Le redressement du marché de la construction résidentielle aux Etats-Unis ainsi que les plans de relance économique mis en place en Chine et dans d'autres pays émergents sont d'autres éléments positifs qui laissent également entrevoir un renforcement de l'activité économique mondiale en 2013.

Malgré cela, la croissance de l'économie mondiale devrait rester modeste en 2013 (cf. tableau 1). La faiblesse de la demande intérieure continuera de peser sur l'économie de la zone euro et les États-Unis devront poursuivre l'assainissement de leurs finances publiques. Au Japon, la relance de l'activité engendrée par les efforts de reconstruction après le tsunami de mars 2011 s'est entièrement dissipée et le pays souffre à nouveau d'une faible demande intérieure. Dans de nombreux pays émergents, dont le Brésil, l'Inde et la Chine, les taux de croissance attendus pour 2013 sont en retrait par rapport aux performances des deux années précédentes.

Tableau 1.

Perspectives internationales
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente, sauf
indications contraires)

Sources : CEE, AIECE, OCDE, FMI, INS
Prévisions : IRES

	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^P	2013 ^P
Produit intérieur brut							
Etats-Unis	1,9	-0,3	-3,1	2,4	1,8	2,2	2,3
Japon	2,2	-1,1	-5,5	4,6	-0,7	2,0	0,4
Zone euro	3,0	0,3	-4,3	1,9	1,5	-0,4	0,2
Prix à la consommation							
Etats-Unis	2,9	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	2,0
Japon	0,1	1,4	-1,3	-0,7	-0,3	-0,1	-0,1
Zone euro	2,1	3,3	0,3	1,6	2,7	2,5	2,0
Commerce mondial	6,7	1,7	-11,4	12,8	5,7	2,9	4,1
Prix du pétrole¹ (\$ par baril)	72,7	97,3	61,7	79,8	111,5	112,0	107,0
Taux directeurs des banques centrales (fin de période)							
Etats-Unis ²	4,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Zone euro ³	4,00	2,50	1,00	1,00	1,00	0,75	0,75
Taux d'intérêt à court terme⁴ (fin de période)							
Etats-Unis	5,00	2,25	0,30	0,30	0,50	0,30	0,30
Zone euro	4,80	3,30	0,60	1,00	1,30	0,10	0,10
Taux d'intérêt à long terme⁵ (fin de période)							
Etats-Unis	4,10	2,40	3,60	3,30	2,00	1,80	2,90
Allemagne	4,30	3,20	3,10	2,90	1,90	1,30	2,20
Taux de change Euro/US \$ (fin de période)	1,47	1,34	1,43	1,32	1,30	1,30	1,30

¹ Brent de Mer du Nord

² Taux d'intérêt sur les fonds fédéraux

³ Taux repo de la Banque centrale européenne

⁴ Euro-marché à 3 mois pour Etats-Unis, Euribor pour zone euro

⁵ Rendements des bonds d'Etat sur le marché secondaire
(Etats-Unis : emprunts d'Etat à 10 ans; Allemagne :
emprunts du secteur public de 7 à 15 ans)

L'économie belge a stagné au 3^e trimestre 2012

Après une forte contraction de l'activité au 2^e trimestre 2012 (- 0,5 % par rapport au trimestre précédent), l'économie belge a stagné au 3^e trimestre 2012. La demande intérieure a ainsi souffert de la faiblesse de la confiance des différents acteurs économiques. La forte incertitude ambiante et la dégradation continue du marché de l'emploi ont bridé la consommation privée qui n'a que faiblement augmenté (+ 0,1 % par rapport au trimestre précédent) après le fort repli enregistré au 2^e trimestre (- 0,5 % par rapport au trimestre précédent). L'investissement des entreprises a continué de se contracter (- 0,3 % par rapport au trimestre précédent), sur fond de faibles anticipations de demande et d'un taux d'utilisation de capital bien en-deçà de son niveau passé. L'investissement des ménages fléchit depuis fin 2010 et il a encore baissé de 1 % par rapport au trimestre précédent au 3^e trimestre. De surcroît, le ralentissement de la croissance de nombreux partenaires commerciaux a pesé sur l'activité tournée vers l'exportation. Les échanges extérieurs n'ont en effet que faiblement progressé au 3^e trimestre avec une légère croissance des exportations (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent) et une stagnation des importations. La contribution nette du commerce extérieur à la croissance a néanmoins été positive, mais à une hauteur insuffisante pour compenser le faible dynamisme de la demande intérieure.

La faiblesse de l'activité économique en Belgique depuis le début de l'année se reflète dans la dégradation continue du marché de l'emploi depuis le 1^{er} trimestre. C'est ainsi que 11.600 emplois ont été détruits (en net) depuis le début 2012, dont 4.200 unités au 3^e trimestre. L'industrie est fortement touchée, avec une perte totale nette sur les 3 trimestres de 7.500 emplois. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi inoccupés n'a cessé d'augmenter depuis le milieu de 2011 et l'évolution récente est particulièrement inquiétante pour les actifs les plus jeunes (moins de 25 ans). Le taux de chômage croît depuis avril et a atteint 7,5 % en octobre. Les indices précurseurs d'activité ne laissent pour l'instant entrevoir aucune amélioration notable à court terme. Ainsi, l'activité dans l'intérim, particulièrement réactive à la conjoncture, maintient une tendance à la baisse et les intentions d'embauches des entreprises sont décevantes dans tous les secteurs.

Scénario et prévisions 2013

Dans le contexte particulièrement déprimé qui vient d'être décrit, il nous paraît plus que probable que l'activité économique belge se sera à nouveau contractée au 4^e trimestre 2012. La forte inquiétude constatée tant du côté des entreprises que du côté des ménages devrait en effet avoir entraîné un blocage des dépenses intérieures privées, sans que cet effet puisse être compensé par la demande extérieure, l'économie de la zone euro étant toujours en plein marasme. Au dernier trimestre, l'emploi devrait avoir à nouveau baissé, renforçant de ce fait la montée du chômage.

A court terme, le manque de confiance des ménages et des entreprises, la montée du chômage, l'austérité budgétaire qui se prolonge et la crainte que de nouvelles mesures d'assainissement budgétaire doivent être prises à l'avenir, de même que les difficultés économiques de la zone euro, sont autant d'éléments qui pèseront sur l'activité économique. Un redressement de l'activité économique pourrait néanmoins s'amorcer courant 2013. Pour les raisons évoquées précédemment, l'incertitude qui entrave depuis plusieurs mois le développement de l'activité économique mondiale pourrait commencer à rétrocéder. Dans cette perspective, l'économie belge bénéficierait dans un premier temps d'une reprise des échanges commerciaux internationaux. Dans un second temps, du fait de l'amélioration des anticipations, la demande intérieure se raffermirait. Comme détaillé ci-dessous, de nombreuses faiblesses persisteront néanmoins en 2013, de sorte que les améliorations qui sont anticipées seront très graduelles. C'est ainsi que la croissance annuelle moyenne du PIB belge serait limitée à 0,3 % en 2013, contre une croissance prévue de - 0,2 % en 2012.

... Scénario et prévisions 2013

La faible croissance de la consommation privée au 3^e trimestre 2012 (+ 0,1 % par rapport au trimestre précédent) n'a que marginalement compensé le recul important enregistré au 2^e trimestre (- 0,5 % par rapport au trimestre précédent). La dégradation continue du marché de l'emploi, l'inflation élevée ainsi que le niveau très bas de la confiance des ménages sont autant d'éléments qui expliquent le manque de vigueur récent des dépenses des ménages. Ainsi, la consommation privée devrait avoir diminué de 0,6 % en 2012 alors que le revenu disponible réel des ménages aurait reculé de 0,8 %. En 2013, grâce à un ralentissement marqué de la croissance des prix, qui retomberait à 1,5 % en moyenne sur l'ensemble de l'année, le pouvoir d'achat des ménages devrait retrouver une évolution positive, mais au rythme très modeste (+ 0,5 %). Etant donné la hausse du chômage et l'incertitude sur les perspectives économiques, les ménages continueraient néanmoins à rester très prudents en matière de dépenses, de sorte que la consommation privée n'augmenterait que de 0,2 % durant l'année en cours.

En 2013, les entreprises auront peu d'incitants à mener d'importantes dépenses d'investissements. D'une façon générale, l'incertitude ambiante ne favorise pas la prise de risque par les entreprises. Plus spécifiquement, le niveau actuel et attendu de la demande est bien trop faible pour nécessiter la création de nouvelles capacités de production. Il ressort en effet des enquêtes de conjoncture récentes que, malgré un léger redressement au cours des mois récents, les carnets de commandes et les prévisions de demande des chefs d'entreprises restent à des niveaux très faibles. Par ailleurs, dans l'industrie manufacturière, du fait de la faiblesse passée de la demande, les taux d'utilisation des capacités de production sont bien en-deçà de leur moyenne historique et le niveau des stocks de produits finis s'est notablement accru. En sus, un durcissement des conditions d'octroi de crédit non liés aux taux d'intérêts pourrait compliquer davantage une reprise de l'investissement alors même que les taux d'intérêts sont à des niveaux historiquement bas. Dans ce contexte, les dépenses d'investissement productif augmenteraient de seulement 0,4 % en 2013 (contre une progression attendue de 0,7 % en 2012).

Au 3^e trimestre 2012, l'investissement résidentiel des ménages a diminué de 1 % par rapport au trimestre précédent, maintenant la tendance négative entamée fin 2010. Vu que le niveau du carnet de commandes des entreprises de gros œuvre du bâtiment résidentiel est à l'heure actuelle aussi faible que lors de la crise économique et financière de 2008, une reprise de l'investissement en logement paraît peu probable à court terme. La demande pour des travaux de construction résidentielle s'est pourtant renforcée début 2012 mais, pour les mêmes raisons que celles évoquées à propos des perspectives de la consommation privée, il y a tout lieu de croire que les ménages préféreront attendre un climat économique moins incertain pour réaliser leurs projets d'investissement. Dès lors, même en considérant que l'on devrait retrouver progressivement en 2013 un contexte économique plus susceptible d'amener les ménages à réaliser leurs projets d'investissement, l'investissement en logement diminuerait de 1,6 % en 2013, après avoir baissé de 3,0 % en 2012.

En 2013, la croissance de la demande intérieure devrait également être ralentie par un nouvel effort d'assainissement budgétaire puisque le gouvernement a l'objectif de ramener le déficit des administrations publiques de 2,8 % en 2012 à 2,15 % en 2013. Par ailleurs, les mesures qui ont déjà été décidées, pour un montant d'environ 3,8 milliards d'€, risquent selon nous de ne pas être suffisantes pour atteindre l'objectif visé (cf. tableau 2).

Du côté de la demande étrangère, la croissance des exportations devrait rester limitée à court terme étant donné la faiblesse actuelle de la conjoncture économique internationale qui a été décrite auparavant. Les enquêtes réalisées auprès des industriels belges révèlent d'ailleurs que le niveau de leurs carnets de commandes étrangères n'a que peu évolué au cours des derniers mois et qu'il demeure bien en deçà de sa moyenne de long terme. De surcroît, les industriels n'entrevoient pas

... Scénario et prévisions 2013

de raffermissement significatif de la demande pour les mois à venir. Au-delà du court terme, probablement en seconde partie d'année, les exportations belges devraient se raffermir progressivement sous l'effet d'un regain probable des échanges internationaux de marchandises. En fonction de ces évolutions attendues, et en considérant par ailleurs que le blocage des salaires réels prévus en 2013 devrait permettre d'éviter une dégradation supplémentaire de la compétitivité belge, les exportations progresseraient à un rythme annuel moyen de 1,1 % en 2013.

Les importations devraient rester contenues au dernier trimestre 2012 et au début de 2013 étant donné la faiblesse de la demande intérieure et extérieure. En revanche, étant donné la forte implication des industries belges dans le commerce intra-branches européen, la croissance des importations redeviendrait progressivement plus soutenue en seconde partie d'année suite au raffermissement de la demande extérieure. Comme la croissance de la demande intérieure serait néanmoins encore limitée à cette période, la croissance annuelle moyenne des importations ne dépasserait pas 0,9 % en 2013. La contribution des exportations nettes serait par conséquent légèrement positive en 2013, mais en baisse par rapport au résultat de 2012.

L'activité économique ayant été en berne durant la plus grande partie de l'année écoulée, la situation du marché du travail s'est sensiblement dégradée durant cette période. Étant donné que l'activité économique devrait à peine progresser en 2013, la situation du marché du travail devait continuer à se détériorer durant les mois à venir. Les indicateurs précurseurs témoignent assez clairement de la morosité des perspectives d'emplois. Les enquêtes de conjoncture auprès des entreprises montrent en effet que les intentions d'embauches de ces dernières sont très en-deçà de leur moyenne de longue période. L'indice *Federgon*, qui mesure l'activité dans le secteur intérimaire et qui est particulièrement réactif aux évolutions du cycle conjoncturel, est tendanciellement à la baisse depuis la mi-2011. Pour au moins deux raisons, les répercussions de la faiblesse de l'activité économique sur l'emploi devraient être particulièrement marquées en 2013. D'une part, étant donné que la durée moyenne du temps de travail est faible par rapport au passé, il serait étonnant que celle-ci diminue davantage en 2013. D'autre part, étant donné l'assainissement budgétaire important entrepris par le gouvernement, il paraît peu probable que soient mis en place en 2013 des mesures de grande envergure de soutien public à l'emploi tel que les plans «Win-Win» en 2010. À l'inverse, dans le cadre du budget 2013, il a été décidé d'augmenter le prix des titres-services, qui sont d'importants générateurs d'emplois dans le secteur des services. Au regard de ces éléments, le *volume de travail* ainsi que le *nombre d'emplois* diminueraient tous deux de 0,2 % en moyenne en 2013⁴. Ces résultats correspondent à une destruction nette de 3.600 emplois endéans 2013, après que l'emploi se soit déjà contracté de 16.600 unités endéans 2012. Le nombre de demandeurs d'emploi augmenterait simultanément de 21.700 unités endéans 2012 et 39.500 unités en 2013, entraînant une hausse du chômage dont le taux harmonisé atteindrait 7,9 % en moyenne en 2013.

Risques

Les risques qui pèsent sur nos prévisions restent importants (cf. encadré 2).

Depuis notre étude d'octobre 2012, les mesures prises par la BCE ont engendré une certaine accalmie sur les marchés financiers, en réduisant la pression sur les taux d'intérêts des emprunts publics européens. De nouvelles mesures ont aussi été adoptées pour ramener les finances publiques grecques sur une trajectoire soutenable à l'horizon 2020. Ces différents éléments ont pour l'instant réduit les risques sur le système financier européen mais comme celui-ci reste fragile, un nou-

⁴ Le *volume de travail* correspond au nombre total d'heures prestées par l'ensemble des personnes en emploi.

... Risques

vel événement perturbateur pourrait mettre en danger la stabilité actuelle, ce qui se répercuterait inévitablement sur l'économie réelle. Un risque additionnel réside dans la trajectoire future de la politique budgétaire des États-Unis. À l'heure où nous clôturons cette étude, les responsables politiques américains se sont accordés sur une révision de la fiscalité. La décision porte sur une hausse de l'imposition des hauts revenus tout en limitant le poids fiscal additionnel pour une large partie de la population. Les autorités américaines se donnent deux mois supplémentaires pour aménager les réductions de dépenses à réaliser dans le cadre d'un rehaussement du plafond de la dette publique. Le résultat de ces négociations sera crucial, tant pour l'économie américaine que pour le reste du monde. Notre scénario repose sur l'hypothèse que le poids de l'assainissement budgétaire sera contenu, limitant ainsi l'impact sur l'activité de la première économie mondiale. Une réforme trop brusque des dépenses publiques pèserait en revanche plus lourdement sur l'économie américaine et risquerait alors d'entraîner un nouveau ralentissement des échanges commerciaux internationaux. La stabilisation du prix du pétrole pourrait aussi être mise en question par une intensification des tensions géopolitiques au Moyen-Orient, ce qui pourrait porter un autre coup de frein au redressement de l'activité économique mondiale.

D'un point de vue plus positif, la confiance des ménages et des entrepreneurs pourrait se raffermir à un rythme plus soutenu qu'escompté, en particulier si les mesures envisagées pour résoudre la crise de la dette européenne s'avèrent efficaces à plus long terme. De plus, les premiers signes de renforcement de la croissance émanant de certains pays émergents sont encourageants. Ces développements positifs pourraient à leur tour impliquer une croissance plus soutenue des échanges commerciaux internationaux.

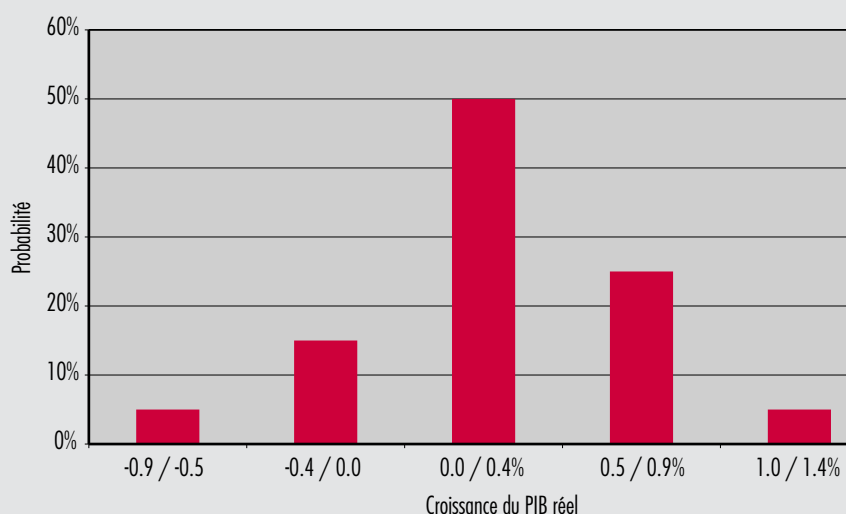
ENCADRÉ 2

La prévision... au-delà du chiffre de croissance du PIB

Comme c'est le cas pour beaucoup d'études conjoncturelles, le chiffre de croissance du PIB est sans aucun doute l'élément central autour duquel s'articule notre projection. Même s'il est particulièrement commode de pouvoir résumer nos perspectives économiques en un seul chiffre, une telle pratique a néanmoins pour défaut de ne pas rendre compte de manière chiffrée de l'incertitude qui entoure n'importe quelle prévision. En présentant notre prévision sous la forme de probabilités attribuées à différents intervalles de croissance du PIB, le graphique ci-dessous vise à combler cette lacune d'une manière simple*.

Graphique 1. Prévisions 2013

Source : IRES, Service d'analyse économique



* Les intervalles correspondent à ceux qui sont définis par la BCE dans son enquête sur la zone euro auprès des prévisionnistes professionnels.

Tableau 2.
Prévisions de l'économie belge
(pourcentage de variation par
rapport à l'année précédente,
sauf indications contraires)

Sources : ICN; Belgostat, INS
Calculs et prévisions : IRES

	2007	2008	2009	2010	2011	2012p	2013p
PIB	2,9	1,0	-2,8	2,4	1,8	-0,2	0,3
Consommation privée	1,7	2,0	0,6	2,7	0,2	-0,6	0,2
Consommation publique	1,9	2,7	1,9	0,7	0,8	0,2	1,0
Investissement	6,3	2,0	-8,4	-1,4	4,1	-0,3	-0,6
Entreprises	8,2	4,2	-10,2	-3,2	8,6	0,7	0,4
Ménages	3,3	-2,7	-8,6	3,1	-5,3	-3,0	-1,6
Administrations	1,9	0,2	9,7	-3,1	5,3	1,9	-5,3
Demande intérieure (hors variation des stocks)	2,7	2,2	-1,2	1,4	1,2	-0,3	0,2
Variations des stocks ¹	0,2	-0,2	-0,9	0,4	0,7	-0,3	-0,2
Demande intérieure totale	2,9	2,0	-2,1	1,8	1,9	-0,7	0,1
Exportations de biens et services	5,2	2,1	-11,1	9,6	5,5	0,4	1,1
Importations de biens et services	5,4	3,4	-10,6	8,9	5,7	-0,1	0,9
Exportations nettes ¹	0,0	-0,9	-0,7	0,7	-0,1	0,5	0,2
Prix à la consommation	1,8	4,5	-0,1	2,2	3,5	2,8	1,5
Indice «santé»	1,8	4,2	0,6	1,7	3,1	2,7	1,7
Revenu disponible réel des ménages	2,2	2,0	2,7	-1,6	-1,1	-0,8	0,5
Taux d'épargne des ménages ²	16,5	16,7	18,3	15,3	14,2	14,1	14,2
Emploi intérieur	1,7	1,8	-0,2	0,7	1,4	0,1	-0,2
Demandeurs d'emploi inoccupés	-9,5	-5,2	9,8	2,3	-3,7	2,4	7,4
Taux de chômage ³	7,5	7,0	7,9	8,2	7,2	7,4	7,9
Solde net de financement des administrations publiques (en % du PIB)	-0,2	-1,3	-5,6	-3,8	-3,7	-2,8	-2,5

¹ Contribution à la croissance du PIB

² En pourcentage du revenu disponible

³ Nombre total de chômeurs, en pourcentage de la
population active; concept Eurostat

*Cette étude a été réalisée sous la direction de Vincent Bodart,
avec la collaboration de Rytis Bagdziunas, Vanessa Lutgen, Joël Machado,
et Catherine Smith. A l'exception de Rytis Bagdziunas, tous les auteurs sont
chercheurs à l'IRES. Rytis Bagdziunas est chercheur au CORE.*

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Thierry Bréchet, Muriel
Dejemeppe, Frédéric Docquier, Jean Hindriks,
Marthe Nyssens, William Parienté

Secrétariat & logistique : Anne Davister
Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013